ASSEMBLÉE NATIONALE

2 novembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3635

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	0	0
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	100 000	0
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	0	100 000
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges	0	0
TOTAUX	100 000	100 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Transférer 100 000 euros de l'action n°04 « Moyens communs » du programme n°215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » vers l'action n°01 « Santé, qualité et protection des végétaux » du programme n°206 « Sécurité et qualités sanitaires de l'alimentation ».

Amendement d'appel.

D'ici 2030, il faudra utiliser 50 % d'intrants en moins sur les surfaces viticoles. Ces dernières sont par ailleurs touchées depuis plusieurs années par des sécheresses à répétition. Aussi, les cépages résistants semblent pouvoir apporter une solution écologique et économique à ces changements majeurs.

À Béziers, la ville a mis à disposition 30 hectares de terres agricoles afin que puissent être plantés ces cépages en collaboration avec l'INRA et le pépiniériste italien VCR qui fournira ces cépages croisés naturellement et qui résistent mieux à la sécheresse et demandent moins de produits phytosanitaires. Ils sont également résistants au mildiou et à l'oïdium.

À l'échelle de la région et du département ces expérimentations ont un coût très conséquent avec 750 000 euros investis.

En outre, ces cépages souffrent d'un manque de reconnaissance de leur dénomination. Ainsi l'appellation « Carnet-volos » reconnue pourtant dans l'Union Européenne ne l'est toujours pas en France.

Le Gouvernement compte-t-il donc soutenir ces projets et faire évoluer le catalogue officiel des classements afin que ces vins, si ces expérimentations sont positives, puissent être commercialisés et vendus ?